

*La complication. Retour sur le communisme* de Claude Lefort,  
Paris, Fayard, 1999, 259 p.

Gilles Labelle

Volume 20, numéro 2-3, 2001

Gouvernance et société civile

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040292ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040292ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Labelle, G. (2001). Compte rendu de [*La complication. Retour sur le communisme* de Claude Lefort, Paris, Fayard, 1999, 259 p.] *Politique et Sociétés*, 20(2-3), 253–256. <https://doi.org/10.7202/040292ar>

***La complication. Retour sur le communisme***

de Claude Lefort, Paris, Fayard, 1999, 259 p.

Le communisme est-il définitivement derrière nous ? N'aura-t-il représenté qu'une sorte de parenthèse, somme toute assez brève, de notre histoire ? Conviction désormais largement répandue, rappelle Claude Lefort, née dans la foulée de l'effondrement soudain et cataclysmique des régimes de type soviétique. Deux éminents historiens, François Furet et Martin Malia, se sont efforcés de montrer le bien-fondé de cette conviction. Le communisme s'est effondré comme un château de cartes, parce qu'il n'était rien d'autre qu'un château de cartes : formidable « illusion » selon le premier, « utopie » que des idéologues ont cherché à faire passer de force dans le réel selon le second. M. Malia ira jusqu'à affirmer que le communisme, dénué de toute consistance, n'a pas même constitué une société (p. 10), qu'il ne fut qu'une sanglante digression historique. Le communisme, en somme, n'aurait été qu'un gigantesque faux pas.

Dans un premier temps, C. Lefort paraît se contenter de questionner la cohérence même du propos des deux historiens. Dire que le communisme relève de l'utopie ne revient-il pas à prendre au mot le discours des dirigeants du régime ? Mais quelle utopie visaient au juste Staline et Brejnev ? La perspicacité de l'historien qui prétend, quelques années seulement après la chute du communisme, en livrer la clé s'étaie paradoxalement sur une naïveté qui n'échappe pas à l'attention du lecteur critique. Quant à celui qui conçoit le communisme comme une illusion, pour apprécier pleinement le sens de son propos, il faudrait commencer par déterminer s'il s'agit d'une illusion induite par la foi en la science, en l'histoire, en la révolution, ou simplement en la capacité des idées à bouleverser le réel. L'indétermination de l'objet de l'illusion chez F. Furet l'amène, montre C. Lefort, à négliger ou oublier ce qui sépare tantôt la révolution de 1789 de celle de 1917, tantôt la philosophie des Lumières du marxisme-léninisme.

Mais le livre de C. Lefort ne se limite pas à une critique de F. Furet et M. Malia (critique qui, aussi sévère soit-elle, n'empêche pas de reconnaître l'importance de la contribution des deux historiens à la connaissance du communisme). Le communisme, selon C. Lefort, loin de se réduire à une digression, a plutôt constitué une manifestation d'une nouvelle forme de société, le totalitarisme. Au-delà de la critique, *La complication* est une véritable leçon de philosophie politique, où l'auteur, avec une concision remarquable, réaffirme ou défend (mais parfois pour les « compliquer ») des thèses qu'il a déjà avancées à propos des rapports entre la modernité, la démocratie et le totalitarisme.

Ce n'est qu'à la lumière de la modernité démocratique que s'éclaire le sens du projet totalitaire. Née dans la foulée de la désintégration de l'Ancien régime, de la société « aristocratique » pour employer le vocabulaire de Tocqueville, la démocratie moderne repose sur une sorte de paradoxe. D'un

côté, à travers les institutions qui lui donnent son sens et les représentations qui lui sont liées, elle affirme que la Cité est désormais entièrement rabattue sur elle-même. D'où cet ensemble de «puissances anonymes» sur lesquelles paraît reposer le rapport social: le Peuple, l'Opinion, l'État, la Société, le Capital (p. 161-162). De l'autre, cependant, la démocratie réaffirme, d'une manière inédite, l'incapacité de la Cité à se passer de toute référence à un «autre», à cet «incommensurable» qu'est la «Loi» (p. 188). Cela, car l'effort même pour dire le sens de cette dernière ne peut que ramener à une interrogation sans fin des origines et des finalités de la Cité (peu importe, par ailleurs, les réponses ou les «solutions», qui ne sont certes pas rien, auxquelles on peut arriver). En d'autres mots, dans la démocratie, la dimension «symbolique» du social ne peut s'élaborer qu'en révélant ce qui, à l'infini, la sépare du «réel». Dès lors, loin de pointer seulement vers un «dedans» de la société, le pouvoir en démocratie, tout comme dans les régimes qui ne concevaient pas l'institution du social sans référence à une forme de transcendance (divine, cosmique, naturelle, etc.), continue de faire signe vers un «dehors», lequel, cependant, a ceci de propre et d'absolument inédit qu'il se livre comme «inlocalisable» (p. 191). Loin, en somme, d'ouvrir l'ère de l'«autonomie» (p. 189), la démocratie moderne, en posant que nul ne dispose de la Loi en son sein, indique qu'elle doit être définie comme le lieu d'une permanente interrogation à son sujet. Tel est, pourrait-on dire, son principe fondateur. D'où deux conséquences fondamentales et indissociables: l'une étant que le pouvoir démocratique se donne forcément comme un «lieu vide» (certes la formule lefortienne la plus mal comprise), ce qui veut dire que l'action de ceux qui exercent le pouvoir, malgré leurs efforts pour parler au nom de la Loi, peut toujours paraître marquée du sceau de la trivialité (p. 190); et l'autre étant que la Cité se montre de droit (et non seulement de fait) divisée, la distance qui la sépare de la Loi étant génératrice d'un indépassable conflit au sujet de son sens.

C'est la dénégation acharnée de l'indétermination et de la division, légitimée par la démocratie, qui fonde le projet totalitaire. Son sens, qui lui donne toute sa consistance et le lie indissolublement à la modernité, est, en quelque sorte, historique et, pourrait-on dire, quasi-existential. Historique en ce que le totalitarisme cherche à actualiser ce qui, en démocratie, paraît condamné à demeurer virtuel. Ainsi le régime totalitaire se présente-t-il comme la concrétisation du pouvoir du social sur lui-même, pouvoir appuyé sur un savoir vrai et définitif de la Loi, de l'origine et des fins dernières. En ce sens, le pouvoir totalitaire est «plein», non pas parce qu'il possède la Loi (ce qui serait encore supposer qu'elle existe à distance des citoyens et que ceux-ci peuvent en discuter), mais bien parce qu'il «est» la Loi, qu'il a «fusionné» avec elle et le savoir. L'entité où se manifeste cette fusion est le Parti, qui n'est pas, comme le croyait encore un critique aussi avisé que Maurice Merleau-Ponty, le lieu où l'individu confronte ses vues à celles des autres pour y chercher avec eux la vérité, mais est plutôt la manifestation d'un «nous» au sein duquel l'individu ne peut chercher qu'à se fondre parce qu'il représente l'outil par lequel le social se retourne sur lui-même pour se saisir

dans sa transparence. Le totalitarisme est ainsi non seulement une forme inédite de société, en ce sens qu'il abolirait pour la première fois toute figure de l'autre, de la Loi disposée à distance de la Cité, mais il est également, de ce fait, un régime qui touche aux fondements mêmes de l'institution du social et du vivre-ensemble. Raison pour laquelle, insiste C. Lefort, à l'encontre de F. Furet et M. Malia, «l'humanité ne sort pas indemne de [l']aventure» totalitaire, qui a indéniablement cherché à dépasser un «seuil du possible» (p. 12). C'est ce que révèle, notamment, l'étrange figure du citoyen que tend à faire émerger le régime totalitaire et que l'auteur fait découvrir dans les pages peut-être les plus brillantes de son ouvrage. Bien au-delà du sujet habité par la crainte qu'engendre le despotisme selon Montesquieu, le totalitarisme, par la structure de son économie (qui, par ses dysfonctionnements, pousse au vol et à la combine) ou de son système judiciaire et de répression (qui tend à faire disparaître toute notion de «tiers» entre l'individu et le Parti-juge), vise à faire partager par tous (y compris par les membres du Parti), l'évidence que chacun n'est rien d'autre qu'un «suspect» constamment susceptible d'être appelé à «avouer» publiquement son asocialité (p. 218-222, 237-238). Le sujet totalitaire ne se conçoit pas autrement que comme un accusé en puissance, qui porte en lui en permanence son propre juge.

Loin de se réduire à une formule mariant le despotisme (classique) et l'électricité, le totalitarisme a aussi, comme on vient de le pressentir, un sens quasi-existential. Que soit abolie la division de la Cité et de la Loi, du symbolique et du réel, voilà le désir qui anime ceux qui s'engagent dans le Parti. Or, plus on veut dire la Loi, plus elle échappe à qui veut l'énoncer. Aussi y a-t-il bel et bien, selon C. Lefort, une illusion communiste, qui n'est cependant pas celle dont parle F. Furet. Celui-ci concevait l'individu, fasciné par les pouvoirs de la science, de la révolution, etc., comme le siège de l'illusion. Pour C. Lefort, l'illusion est plutôt lisible dans des «schèmes d'appréhension du social» (p. 245) qui sont la manifestation d'un «phantasme» nourri par les institutions et représentations mêmes de la modernité démocratique. En d'autres mots, du fait même de placer l'humanité devant une sorte d'abîme (puisqu'elle affirme que nul ne dispose de la Loi et que la Cité s'institue au travers d'un conflit indépassable à son sujet), la démocratie moderne alimente, en permanence, la visée phantasmatique d'une abolition de la division, d'une appropriation de la Loi, en somme d'une équivalence «imaginaire» entre le symbolique et le réel (p. 185). Pour le dire dans les termes d'Étienne de la Boétie, dont le *Discours de la servitude volontaire* résonne tout au long des meilleures pages de *La complication*, le désir de liberté est, paradoxalement, indissociable du désir de servitude, du désir du «nom d'Un». Comment oublier ou nier que le régime stalinien est né d'une révolution démocratique radicale, celle de 1917? C'est bien pourquoi on ne peut jamais dire dans la modernité que le totalitarisme se trouve derrière nous. Si certes, les deux grandes formes qu'il a revêtues au XX<sup>e</sup> siècle, le communisme et le nazisme, paraissent impossibles à ressusciter, sa possibilité, nourrie par le phantasme de l'Un, est indissociable du paysage même dont les temps modernes esquissent les contours.

Comme plusieurs autres livres de Claude Lefort, *La complication* révèle au lecteur, à mesure qu'il accepte de se laisser conduire dans les détours d'une argumentation souvent sinueuse, une profondeur que ne laisseraient peut-être pas soupçonner les premières pages, qui annoncent une critique du travail historien. Tour à tour, à mesure que l'auteur déploie ses arguments, il convoque M. Merleau-Ponty, Léon Trotsky, Leo Strauss, Raymond Aron, Hannah Arendt, etc. Parfois, il s'agit de faire découvrir au lecteur une dimension du travail d'un auteur qu'il n'avait pas jusque là entrevue (par exemple, à propos de la distinction, chez Aron, entre la politique et l'institution politique du social, p. 144-146). Parfois encore, il s'agit de proposer une critique fondamentale de certains concepts (ainsi du « commencement » et de la « natalité » chez Arendt ou du « constructivisme » propre aux Modernes selon Strauss, p. 207-209, 80-82). Livrées dans des pages souvent denses, difficiles, ce n'est que faute d'espace qu'il a fallu laisser de côté ici la discussion que ces confrontations avec d'autres auteurs appelleraient pourtant.

Gilles Labelle

*Université d'Ottawa*

(Accepté par la revue avant que son auteur ne soit nommé responsable des recensions.)